

COMMUNIQUÉ

Les armes et la violence envers les femmes : une liaison dangereuse

Montréal, le 5 décembre 2009 - Le groupe de travail sur le trafic des armes d'**Antennes de paix Montréal** veut appuyer toute activité visant à contrer la violence faite aux femmes, en particulier la violence commise en faisant usage des armes. Tragiquement, notre société continue à manifester un profond rejet des femmes. On en voit l'évidence dans les multiples formes d'injustice qui persistent malgré des années de travail en faveur de l'égalité des femmes. Les fondements psychologiques de ce phénomène sont complexes et il faudra encore bien des années d'effort pour les modifier.

L'expression la plus dévastatrice et tragique de ce rejet des femmes se trouve dans la violence qui tue ou qui vise à tuer. À Montréal, les querelles conjugales demeurent une constante. Des femmes sont battues à mort. Quand ils possèdent des armes, dans des excès de rage, les abuseurs les utilisent pour tuer des femmes qui ne peuvent se défendre. Ces gestes sont illégaux, bien sûr, mais, ils causent aussi un tort terrible aux individus et à la société. En tant qu'organisation associée à Pax Christi International, **Antennes de paix Montréal** s'oppose fermement à tout acte d'abus et de violence qui menace ou tue la personne humaine et qui nie ainsi l'inviolabilité de la vie.

Mettre fin à la culture de la violence

La prolifération des armes dans notre société révèle une culture de violence. Des conflits peuvent être trop facilement « résolus » par un recours aux armes. Des personnes déséquilibrées sur le plan psychologique ont trop facilement accès à des moyens violents pour exprimer leur peur et leur colère. La présence des armes et la menace de les utiliser génèrent la peur et l'insécurité dans notre société. Une somme démesurée d'énergie sert à gérer cette peur, une énergie qui pourrait être orientée vers la création de moyens pour résoudre des conflits et construire une culture de la non violence.

Les femmes savent très bien ce que c'est que de vivre avec l'insécurité et la menace. Leur liberté est quotidiennement limitée : elles ne peuvent décider où elles voudraient aller, ni quand elles voudraient sortir, etc. À mesure que croît la présence des armes, même les endroits normalement considérés comme étant sûrs, tels les lieux de formation intellectuelle ou de culte,

peuvent à tout moment devenir des endroits d'horreur et de mort. C'est inacceptable dans la société canadienne!

Alors qu'on se souvient des tristes événements du 6 décembre 1989, il est aussi important de se rappeler les multiples actes de violence contre les femmes qui ne comportent pas l'usage d'armes à feu. Les femmes victimes d'abus montrent clairement qu'elles sont plus souvent violées par des paroles qui engendrent la honte et l'humiliation, par l'abus et le contrôle sexuels, par le contrôle et la domination psychologiques, par l'exclusion des postes d'égalité, par la négation des possibilités d'éducation, etc., etc. Tous cela doit être considéré comme étant de la violence. Ces gestes tuent l'esprit, ils causent des blessures profondes chez la personne humaine. La mort violente est inacceptable comme l'est une vie diminuée, profondément blessée par des gestes de violence gratuite.

Maintenir le registre des armes

Le 6 décembre 1989 a déclenché à travers le monde une volonté ferme d'apporter des changements dans notre culture de violence, en particulier la violence faite aux femmes. Ici, au Canada, cela a donné lieu à un mouvement pour le contrôle des armes à feu et des efforts ont été déployés pour renforcer les lois canadiennes sur le contrôle des armes à feu. En 1995, on a voté la loi canadienne sur les armes à feu et ce fut un monument à la mémoire des victimes du massacre de l'École polytechnique. Les familles de ces victimes ont activement participé à ce mouvement. D'une certaine façon, elles se sont senties réconfortées par la création du registre des armes à feu utilisé à tous les niveaux par la police. Ces familles, et d'autres à travers le Canada qui appuient le contrôle des armes à feu, sont profondément préoccupées de constater que ce travail ardu est maintenant menacé par ceux qui veulent affaiblir ou éliminer le registre des armes à feu.

Le groupe de travail sur le trafic des armes d'**Antennes de paix Montréal** croit que notre société canadienne doit continuer à réfléchir sur l'énorme danger que constitue pour tous, et en particulier pour les femmes, la possibilité d'acheter des armes à feu sans restriction ni imputabilité. On encourage tous les citoyens et citoyennes qui partagent une préoccupation semblable à communiquer à leur député leur volonté de voir renforcé le registre des armes à feu. L'appel de Mme Suzanne Laplante-Edward, mère de la victime Anne-Marie Edward qui est morte le 6 décembre 1989, s'adresse à tous et à toutes : *aidez-moi à maintenir vivant l'héritage de nos filles.*

Mary Ellen Francoeur
en collaboration avec
Richard Renshaw, coordonnateur
Groupe de travail sur le trafic des armes

Renseignements : +514-389-1300

antennesdepaix@gmail.com